

Méthodes détestables

La clinique de rééducation de Thuringe licencie deux employés et en expulse d'autres ...et freine des quatre fers dans la négociation d'une convention collective salariale

Daniel Behruzi

La clinique de rééducation de la Salza à Bad Langensalza en Thuringe est en fait un endroit où les gens devraient se sentir bien. Depuis 20 ans, les patients y bénéficient de soins et de thérapies spécifiques. Carmen Laue et Heike Schmidt y travaillent depuis aussi longtemps, l'une en tant que masseuse, l'autre en tant que physiothérapeute. « Nous étions là dès le premier jour, nous avons aidé à mettre en place la clinique », déclare Heike Schmidt. Toutes deux ont consacré toutes ces années aux patients et personne n'a jamais eu quoi que ce soit à leur reprocher. Et pourtant, en avril dernier, elles se sont retrouvées soudainement à la rue – licenciées sans préavis. La raison : elles auraient distribué des tracts dans lesquels le syndicat ver.di donne des informations au sujet du conflit salarial en cours avec Celenus, l'opérateur de la clinique (voir aussi le quotidien *Junge Welt* du 10 avril).

« Ils m'ont traité comme une criminelle, cela m'a fait un choc terrible », déclare Carmen Laue. Cette grand-mère de deux petits-enfants n'arrive toujours pas à comprendre la façon dont elle et sa collègue ont été traitées – simplement parce qu'elles se sont prononcées en faveur d'une convention collective salariale équitable. Âgée de 55 ans, Madame Laue précise : « J'aime vraiment mon travail, Mais il doit être reconnu à sa juste valeur. Si je ne gagne pas plus bientôt, en tant que retraitée je devrai dépendre des services sociaux. Et cela après toutes ces années de dur labeur ». Selon les calculs du syndicat, les employés de la clinique près d'Erfurt gagnent jusqu'à 42 pour cent de moins que les employés des institutions allemandes d'assurance pension. Au début du conflit salarial, un kinésithérapeute ne recevait que 1.750 euros bruts, les masseurs et les balnéothérapeutes ne percevaient que 1.630 euros.

Au cours du conflit, ver.di a réussi à inscrire un certain nombre d'améliorations dans une convention collective cadre. Mais depuis que le site a été repris par le groupe Celenus en 2015, la direction est dans une logique conflictuelle. Celenus est un opérateur clinique en pleine expansion appartenant au groupe français Orpea. La rentabilité est très élevée, la marge bénéficiaire étant de 13 % du chiffre d'affaires. Apparemment, les bas salaires et la prévention des conventions collectives sont la base de la stratégie de l'entreprise qui permet d'obtenir des rendements aussi élevés. A Bad

Langensalza, en tout cas, l'entreprise refuse obstinément de signer une convention collective salariale et n'a accepté aucun des compromis proposés par le syndicat. Au lieu de cela, avec l'aide du célèbre cabinet d'avocats commerciaux *Beiten Burkhardt Rechtsanwalts-gesellschaft mbH*, elle a tenté d'interdire les arrêts de travail. Lorsque cela a échoué, la direction a opté pour l'attaque individuelle des différents activistes. Malgré les protestations publiques contre les licenciements, Celenus a redoublé d'efforts et, début mai, a suspendu cinq physiothérapeutes pour une durée indéterminée – y compris la présidente du comité d'entreprise – comme « mesure défensive dans le cadre du conflit social ». Fin juin, l'entreprise a également radié au moins deux des personnes concernées de l'assurance maladie. La raison : il s'agissait d'une action syndicale illégale. « Ce sont encore les tribunaux allemands qui décident si une grève est illégale ou non et non pas les entreprises elles-mêmes », a déclaré Bernd Becker, chef du département de la santé de ver.di. Finalement, le 5 avril, le tribunal du travail de Thuringe a confirmé la légalité des grèves d'avertissement chez Celenus. « Une telle tentative effrontée d'intimidation est un comble d'outrecuidance. Lorsque de telles méthodes deviennent habituelles, c'est la fin de tout », déclare le syndicaliste.

Sylvia Bühler, membre du Comité exécutif fédéral de ver.di a exprimé son indignation au vu des événements de Bad Langensalza. « Il est incroyable qu'il y ait des lock-out dans le secteur de la santé », a-t-elle déclaré le 20 juin lors d'une manifestation avant la conférence des ministres de la santé à Düsseldorf. « Nous avons ici l'exemple parfait d'une entreprise capitaliste qui montre son visage le plus laid. De telles entreprises n'ont pas leur place dans le système des soins de santé. » Celenus ne réagit pas à toutes ces critiques. Même une offre d'arbitrage de la ministre du Travail de Thuringe Heike Werner (Die Linke - la Gauche) et du maire de Bad Langensalza, Bernhard Schönau (FDP), est restée sans réponse.

Cependant, les employés ne se laissent pas impressionner par l'entêtement de la direction. « Toutes les attaques de ces derniers mois n'ont fait que nous rapprocher les uns des autres », rapporte Carmen Laue. Depuis plus d'une semaine, la main-d'œuvre est en grève pour une durée indéterminée. « Le personnel est capable de résister longtemps. Ils sont déterminés à ne pas céder », a souligné le négociateur de ver.di, Thomas Mühlberg, vendredi en répondant aux questions du quotidien *Junge Welt*. « J'admire le courage et la persévérance de ces collègues. » Le syndicaliste a exhorté Celenus à « enfin de quitter ce niveau hautement émotionnel de « guerre sale » et de revenir les pieds sur terre en considérant les faits purs et simples. » Au lieu de miser sur la division et l'intimidation, l'entreprise devrait chercher une solution au conflit dans les négociations avec ver.di. Dans le cas contraire, Celenus ne fera que contribuer à empoisonner davantage le climat social. « Une telle approche prépare le terrain pour le populisme », fait remarquer le syndicaliste sur un ton convaincant. « L'entreprise agit de manière totalement irresponsable. L'opinion publique et les responsables politiques ne peuvent pas l'accepter. »

<https://www.jungewelt.de/artikel/335715.brachiale-methoden.html>